Décision n° 2019-0560
du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes
en date du 4 avril 2019
modifiant la décision n° 2019-0101 en date du 21 janvier 2019
attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques
à la société GIP Vendée Numérique
pour un réseau ouvert au public du service fixe
dans le département de la Vendée (85)

Le président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu le code des postes et des communications électroniques (ci-après CPCE), et notamment ses articles L. 36-7 (6°), L. 42-1 et R. 20-44-11 ;

Vu le décret n° 2007-1531 du 24 octobre 2007 instituant une redevance destinée à couvrir les coûts exposés par l'État pour la gestion de fréquences radioélectriques ;

Vu le décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 modifié relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 24 octobre 2007 modifié portant application du décret n° 2007-1532 du 24 octobre 2007 relatif aux redevances d'utilisation des fréquences radioélectriques dues par les titulaires d'autorisations d'utilisation de fréquences délivrées par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ;

Vu l'arrêté du 14 décembre 2017 modifié relatif au tableau national de répartition des bandes de fréquences ;

Vu la décision n° 2015-1160 de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 29 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs, telle que modifiée en dernier lieu par la décision n° 2017-0383 du 21 mars 2017 ;

Vu la décision n° 2019-0101 du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes du 21 janvier 2019 attribuant une autorisation d'utilisation de fréquences radioélectriques à la société GIP Vendée Numérique pour un réseau ouvert au public du service fixe dans le département de la Vendée (85) ;

Vu la décision du président de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes en date du 26 septembre 2018 portant délégation de signature pour les décisions prises en vertu des articles 1er et 2 de la décision n° 2015-1160 du 29 septembre 2015 modifiée de l'Arcep portant délégation de pouvoirs ;

Vu la demande par voie électronique de la société Alsatis, agissant en nom et pour le compte de la société GIP Vendée Numérique, reçue le 27 mars 2019 ;

Vu le récépissé de déclaration de l'Autorité n° 14-0784 du 18 septembre 2014 relatif à l'autorisation d'établir et exploiter un réseau de communications électroniques ouvert au public et de fournir des services de communications électroniques au public accordée à la société GIP Vendée Numérique ;

Décide :

Article 1. L'annexe 5 à la décision n° 2019-0101 en date du 21 janvier 2019 susvisée est supprimée à compter de la date de la présente décision. Les fréquences correspondantes, telles que figurant à l'annexe 1 à la présente décision, sont restituées.

Article 2. La directrice Mobile et Innovation de l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée à la société GIP Vendée Numérique.

Fait à Paris, le 4 avril 2019,

Pour le Président et par délégation

Jean-Luc STEVANIN
Chef de l'unité gestion des fréquences